

HANDICAP PREMIÈRE RENCONTRE INTER-SESSAD DE LA VIE ACTIVE

300 enfants en situation de handicap accompagnés

Lundi, l'association La Vie active organisait une première rencontre inter-Sessad, à la salle Anicet-Choquet, à Saint-Martin-lez-Tatinghem. Cette journée a rassemblé quelque 120 professionnels de santé, qui accompagnent les enfants et les adolescents, en situation de handicap, dans tous leurs lieux de vie, école comprise. Le sigle Sessad signifiant Service d'éducation spéciale et de soins à domicile.

Échange de bonnes pratiques

La Vie active compte dix Sessad sur le département, dont ceux de Longuenesse et Aire-sur-la-Lys. Leurs équipes pluridisciplinaires (médecins, psychologues, assistantes sociales, éducateurs spécialisés, orthophonistes, psychomotriciens...) accompagnent plus de 300 enfants, préados et ados, pour les maintenir dans une scolarité ordinaire, ainsi que leurs familles. Avec une réelle problématique : beaucoup d'enfants en liste d'attente. Une cinquantaine à Aire comme à Longuenesse par exemple.

« Cette journée permet aux professionnels de santé d'échanger sur leurs pratiques », explique Annie Demont, responsable du Sessad d'Aire-sur-la-Lys. « On travaille avec l'humain. Ce sont des expériences riches et différentes. Et échanger permet d'améliorer ces pratiques



Ces professionnels de santé se sont retrouvés pour réfléchir à l'évolution de leur métier, le gouvernement ayant fait de l'inclusion une priorité.

professionnelles. C'est aussi un temps pour réfléchir sur l'évolution de nos métiers », ajoute le directeur général de la Vie active, Guillaume Alexandre. Devant l'assemblée, il a réaffirmé les valeurs de la Vie active, tout en faisant part de sa crainte et de sa vigilance. « La pierre angulaire de notre travail, c'est l'enfant et sa famille, rappelle-t-il. Nos métiers sont

en cours de changement. La volonté du gouvernement est d'aller vers davantage d'inclusion, dont le principal outil sera les Sessad. » La Vie active n'y est pas hostile, « mais pas à n'importe quel prix, ni à marche forcée ».

Une inclusion responsable

« Nous allons nous transformer, mais pas au détriment

des enfants. Cette inclusion doit être responsable, et tenir compte de leurs véritables besoins, que vous, vous connaissez », martèle-t-il. Ainsi, l'Agence régionale de santé leur a demandé de transformer 50% de leurs places d'IME (institut médico-éducatif) en places de Sessad dans les trois ou quatre prochaines années. « D'où vient ce chiffre ? Sur

quelle enquête de terrain se base-t-il ? », s'inquiète-t-il.

Il souhaite donc alerter les pouvoirs publics. « Demain, si les enfants avec un handicap léger/moyen sortent d'IME pour être en milieu ordinaire, et laissent la place à des enfants avec un handicap lourd ; il faut que les professionnels de santé aient le temps de se former. Accompagner un jeune

autiste, ça ne s'improvise pas. Il faut également repenser les locaux, qui ne seront plus adaptés à ces handicaps plus importants », met en exergue Guillaume Alexandre. Oui au changement, « mais de manière responsable, sans jamais perdre de vue les enfants, leurs familles et les professionnels qui sont sur le terrain ».

AM